

Sous l'oeil d'Alexandre Adler

Au Moyen-Orient rien ne va plus, mais les jeux ne sont pas encore faits



La situation au Moyen Orient présentait chaque jour davantage l'apparence d'un baril d'explosifs que l'on bourre de plus en plus. Certes, l'explosion d'apocalypse n'est pas encore advenue et, comme toujours, il existe des espoirs raisonnables que l'incendie qui commence sera finalement circonscrit à quelques points particulièrement sensibles de la région, sans pourtant embraser l'ensemble, au moins à brève échéance.

Premier front, la sécession des Kurdes d'Irak. Là, il s'agit de la volonté du fils de leur chef historique, Massoud Barzani, depuis plusieurs années déjà président en titre d'un Irak en voie de fédéralisation, de placer le gouvernement très vacillant de Bagdad devant un véritable ultimatum. Déjà difficile à avaler, même pour des Arabes chiites modérés qui inspirent encore les maximes du gouvernement de Bagdad, cette exigence de Barzani répand comme un frisson de terreur sur les trois autres Etats dans lesquels de puissantes communautés kurdes sont représentées.

Mais d'abord et avant tout, en Turquie même où une insurrection nationaliste et séparatiste kurde représenterait une catastrophe géopolitique sans précédent mettant en cause l'existence même de la Turquie moderne. Or, si poussée par de mauvais bergers d'origine gauchiste du PKK, une partie des Kurdes a recommencé l'insurrection armée contre le pouvoir d'Ankara, une nette majorité d'entre eux pourtant derrière un jeune leader modéré et habile, Demirtas, s'est clairement prononcée pour le maintien dans l'état turc, avec une simple reconnaissance de la personnalité kurde. Rien ne serait donc perdu puisque les Kurdes de Turquie représentant à eux seuls 50% des Kurdes du Moyen Orient, si malheureusement Erdogan, de plus en plus excité par la perspective d'une alliance militaire avec l'Irak et les Frères musulmans du Qatar, ne s'était pas mis en tête d'incarcérer Demirtas. En attaquant à l'artillerie la ville mixte et pétrolière de Kirkouk, le chef des Gardiens de la Révolution iranien, Souleïmani, qui est le roi sans couronne de l'Irak et de la Syrie actuels, a choisi déjà la guerre avec les Kurdes et, par eux, implicitement avec l'Amérique et Israël qui les soutiennent.

Deuxième front, le Yémen. Il s'agit ici de l'un des plus vieux antagonismes régionaux mais qui a trouvé une forme originale et nouvelle avec la capture de la communauté chiite locale, initialement modérée, par une tribu, les « Houthis », totalement acquise aux Iraniens qui se servent de cette seconde coalition pour menacer en permanence la sécurité de l'Arabie saoudite voisine. L'intervention militaire saoudienne, pour maladroite et jusqu'ici incompétente qu'elle ait pu sembler, est néanmoins vitale pour la sécurité du Royaume des Lieux Saints qui peuvent être exposés à tout moment à un raid dévastateur provenant des Houthis, mais aussi de l'Irak. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit fin novembre avec le tir d'un missile iranien provenant de cette zone et atteignant la capitale du Royaume, Riyad.

Troisième front : les activités multiformes du Hezbollah libanais qui défend avec ses hommes la survie du régime Assad à Damas, mais aussi accumule les missiles iraniens qui visent directement Israël et exerce une pression de plus en plus forte sur le gouvernement libanais et son premier ministre, Saad Hariri, lequel a fini par se réfugier en Arabie Saoudite où ses alliés exercent aussi de fortes pressions pour qu'il choisisse le camp de la guerre, évidemment avec Israël déjà discrètement déployé dans le Sinaï égyptien et la Jordanie voisine.

On l'a ainsi compris, l'Irak et l'Arabie saoudite sont désormais affrontés l'un à l'autre pour établir leur hégémonie au risque d'une explosion incontrôlée. Mais, ici, un paradoxe : la majorité écrasante de la population iranienne souhaite la paix et le rapprochement avec l'Occident, en totale opposition avec son gouvernement. La majorité des tribus saoudiennes continue d'être beaucoup plus conservatrice que le petit noyau moderniste qui s'efforce de bouleverser le pays à marche forcée. Il s'agit donc là d'un affrontement stratégique de portée mondiale et qui se situe en vérité dans trois dimensions et non dans deux : solidité des constructions politiques et validité des stratégies militaires.

Alexandre Adler

Ecrit le 13 novembre 2017